

Au courrier : Eva Joly n'a jamais travaillé pour Ravalomanana

Les Nouvelles - 21/04/12



Une déclaration transmise hier à la rédaction par le service de communication et du porte-parole de la candidate Eva Joly au premier tour de l'élection présidentielle française apporte des précisions concernant la mission que celle-ci avait menée à l'époque dans le pays. En tant que conseillère au sein de l'agence norvégienne pour le développement (Norad) elle a contribué à corriger plusieurs abus au sein du système judiciaire malgache. Voici sa déclaration.

«Je suis fière aujourd'hui des missions effectuées à Madagascar à plusieurs reprises. Elles s'inscrivaient bien modestement dans un cadre beaucoup plus vaste, celui des actions entreprises par les différents acteurs de la communauté internationale pour aider un pays dont on ignorait alors comment il évoluerait. J'étais employée par l'agence norvégienne pour le développement (Norad). J'ai ainsi pu contribuer à obtenir la libération de quelques 3000 prisonniers, jusque-là abusivement détenus, sans limitation de durée et certains depuis plus de 10 ans, grâce à une modification des règles de la détention provisoire et à une grâce présidentielle obtenues à l'époque, comme je l'évoque très clairement dans mon livre «La force qui nous manque».

«Ma mission pour le Norad ne portait pas sur la stratégie des compagnies pétrolières, auxquelles je n'ai prodigué aucun conseil. Pour information, en 2005, l'agence norvégienne pour le développement (Norad) a initié un programme d'aide aux pays en voie de développement disposant de ressources pétrolières. Ce programme appuie la société civile en matière de gestion responsable de ces ressources. Le programme aborde des thèmes tels que la gestion environnementale de l'exploration et l'exploitation, la transparence et la bonne gouvernance, la redistribution des revenus pétroliers, le développement durable et les retombées positives pour les populations locales. Je ne faisais pas partie de l'équipe chargée de ce programme mais vous conviendrez que ces enjeux sont importants, et qu'il paraît crucial d'encadrer ce secteur de la meilleure manière possible.

«Mon travail à Madagascar n'a donc aucunement été de jouer le rôle de conseiller personnel de Marc Ravalomanana, mais, en tant que conseillère au sein du Norad, d'accompagner la lutte contre la corruption dans ce pays, comme au Kenya, au Nigeria, en Tanzanie ou en Zambie. Cette démarche visait à introduire le changement pour mettre le système judiciaire sur la voie d'une plus grande efficacité. Ma démarche ne peut donc nullement être assimilée à une caution donnée au pouvoir malgache de l'époque. Je suis fière d'avoir contribué à améliorer un peu le fonctionnement du système carcéral.

«Les attaques lancées à mon encontre à ce sujet sont totalement injustifiées. En suivant la logique de ces attaques, il faudrait stopper l'aide ou l'assistance technique de la France, de l'Union européenne et des bailleurs de fonds en général dans de nombreux pays qui ne respectent pas les standards internationaux en matière de droits humains et de gouvernance. Ce n'est pas ma conception de l'aide au développement, dont pour autant je défends au Parlement européen une mise en œuvre exigeante, efficace et transparente. Cette aide est avant tout dirigée vers les populations. Celles de Madagascar en ont fortement besoin, en priorité pour assurer leur sécurité alimentaire, leur santé, leur accès à l'éducation, à la justice et à une énergie propre.

«A propos de la crise malgache, beaucoup trop de zones d'ombre, hier comme aujourd'hui, restent à éclaircir. Amnesty International, dans son communiqué d'octobre 2011, souligne que la situation des droits de l'homme à Madagascar ne s'est pas améliorée depuis le début des troubles politiques en 2009. La sortie de crise à Madagascar est urgente, mais comme le rappelle cette association, le processus engagé ne doit pas négliger la question des droits humains, et les responsabilités respectives vis-à-vis des crimes et abus qui ont eu lieu doivent être établies de manière claire et juste. Le pillage actuel des bois précieux malgaches, l'accaparement des terres par des multinationales ou des pays étrangers, nous montrent aussi que les

graves lacunes en matière de gouvernance des ressources naturelles se sont amplifiées à la faveur de la crise politique.

« Je rappelle qu'Europe Écologie Les Verts a toujours critiqué les attitudes néo-colonialistes d'une France-Afrique encore bien trop présente sur le continent via des réseaux troubles. Je ne prendrai donc pas position pour l'une ou l'autre partie, et je reste convaincue qu'il est du ressort de la volonté des partis politiques et de la société civile malgache d'avancer vers une solution réellement démocratique. Plusieurs organisations internationales, en particulier, au niveau régional, la Sadc et l'Union africaine, accompagnent les acteurs locaux pour définir une sortie de crise. Je souhaite que ce dialogue soit conclusif.

«Finalement, je rappelle aussi que les écologistes restent critiques face aux projets de développement d'exploitation de sables bitumineux et de concession de larges surfaces agricoles à des investisseurs étrangers, que ce soit à Madagascar ou ailleurs dans le monde».

Eva Joly,

Paris, le 18 avril 2012

Source : <http://www.newsmada.com/au-courrier-eva-joly-na-jamais-travaille-pour-ravalomanana/>